

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	I <i>Communications</i>	
	Commission	
2001/C 140/01	Taux de change de l'euro	1
2001/C 140/02	Aides d'État — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide C 17/01 (ex N 98/2000) — Interventions aux fins de l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles — Loi régionale 5/2000, article 35	2
2001/C 140/03	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection	8
2001/C 140/04	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.2421— Continental/Temic) ⁽¹⁾	10
2001/C 140/05	Non-opposition à une concentration notifiée [Affaire COMP/M.2350 — Campbell/ECBB (Unilever)] ⁽¹⁾	11
2001/C 140/06	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2277 — Degussa/Laporte) ⁽¹⁾	11
2001/C 140/07	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2335 — Michel Mineralölhandel/Thyssen-Elf Oil) ⁽¹⁾	12
2001/C 140/08	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2360 — SGS/R & S/Freeglass JV) ⁽¹⁾	12
2001/C 140/09	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2414 — Vattenfall/HEW) ⁽¹⁾	13

II Actes préparatoires

.....

III Informations

Commission

2001/C 140/10	MEDIA Plus (2001-2005) — Mise en œuvre du programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes — Appel à propositions 21/01 — Soutien à la distribution transnationale des films européens et à la mise en réseau des distributeurs européens — Système de soutien «sélectif»	14
2001/C 140/11	MEDIA Plus (2001-2005) — Mise en œuvre du programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes — Appel à propositions 22/01 — Soutien à la distribution transnationale des films européens — Système de soutien «automatique»	15
2001/C 140/12	MEDIA Plus — Développement, distribution et promotion (2001-2005) — Mise en œuvre d'un programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes — Appel à propositions 15/2001 — Soutien à la promotion et à l'accès au marché	16
2001/C 140/13	Appel à propositions dans le domaine de la coopération communautaire pour l'action concernant les informations au public (comprenant le nombre 1-1-2)	17

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾**11 mai 2001**

(2001/C 140/01)

1 euro	=	7,462	couronnes danoises
	=	8,9695	couronnes suédoises
	=	0,6181	livre sterling
	=	0,8773	dollar des États-Unis
	=	1,3529	dollar canadien
	=	107,35	yens japonais
	=	1,5353	franc suisse
	=	8,0185	couronnes norvégiennes
	=	86,54	couronnes islandaises ⁽²⁾
	=	1,6742	dollar australien
	=	2,0625	dollars néo-zélandais
	=	6,9844	rands sud-africains ⁽²⁾

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

⁽²⁾ Source: Commission.

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide C 17/01 (ex N 98/2000) — Interventions aux fins de l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles — Loi régionale 5/2000, article 35

(2001/C 140/02)

Par la lettre du 28 mars 2001, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de l'agriculture
Direction B.2
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 296 21 51].

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

La Vénétie, sur la base de l'article 35 de la loi régionale précitée, veut instituer une aide d'État ayant pour objet l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles, en faveur de projets d'entreprises agro-industrielles qui ont présenté une demande de financement au sens du règlement (CE) 951/97 ⁽¹⁾ durant la période de programmation 1994-1999 ⁽²⁾, ont entrepris concrètement des travaux, mais n'ont pas été admis au bénéfice de l'aide publique cofinancée, faute de disponibilités financières.

Pendant la période susmentionnée, les entreprises intéressées pouvaient présenter des projets à la suite de la publication de *bandi di gara* (appels d'offres), deux fois par an, afin d'avoir leurs projets admis dans le cadre du programme cofinancé. À la fin de la procédure de sélection des projets envoyés en réponse aux *bandi di gara*, une liste établie par ordre de priorité informait les bénéficiaires potentiels, dont les projets avaient été sélectionnés, de *l'admission au financement*.

L'aide sera octroyée sous forme d'aide en capital, qui ne peut dépasser 40 % de la dépense admise dûment vérifiée. Les frais découlant de l'application de l'article sont entièrement à la charge de la région, et tout cumul avec des instruments ou des régimes d'aides en vigueur est interdit. Selon les renseignements disponibles, les dépenses déjà soutenues par les trente-six bénéficiaires qui restent à être financés, après la publication de classement des dossiers, s'élèveraient à environ 70 milliards de

lires italiennes (35 millions d'euros). À ce stade, les autorités italiennes affirment pouvoir verser 5 milliards de liras italiennes (2,5 millions d'euros) à titre d'aide publique, mais n'excluent pas d'accorder d'autres financements dans le futur aux mêmes projets.

Appréciation

Les aides en objet relèvent de l'article 87, paragraphe 1, du traité ⁽³⁾, car les bénéficiaires obtiennent le financement de dépenses qui auraient dû normalement être à leur charge pour réaliser des investissements de transformation et de commercialisation des produits agricoles, régis par le point 4.2 des lignes directrices concernant les aides d'État dans le secteur agricole ⁽⁴⁾ (ci-après dénommées «les lignes directrices»). Les dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 87 ne s'appliquent pas dans ce cas: pour contribuer au développement de certaines activités ou régions économiques, au sens de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité, les mesures d'aide doivent avoir un effet d'incitation. Si, comme dans ce cas, les investissements ont déjà été réalisés, cet effet d'incitation fait défaut et l'aide en cause n'est plus qu'une aide au fonctionnement, incompatible avec le marché commun et, par conséquent, interdite par le traité. Un tel principe est repris aux points 3.5 et 3.6 des lignes directrices, au sens desquels, pour être considérées comme compatibles avec le marché commun, des mesures d'aide doivent présenter un élément incitatif ou exiger une contrepartie du bénéficiaire.

⁽¹⁾ JO L 142 du 2.6.1997, p. 22.

⁽²⁾ L'approbation du programme opérationnel pour la Vénétie a fait l'objet de la décision 96/598/CE de la Commission du 2 octobre 1996.

⁽³⁾ Selon l'article 87, paragraphe 1, du traité sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre les États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

⁽⁴⁾ JO C 28 du 1.2.2000.

La Commission nourrit des doutes quant à la compatibilité des aides susmentionnées avec le marché commun pour les raisons suivantes:

- d'après les informations disponibles, on ne peut pas exclure qu'il s'agit d'une aide octroyée avec effet rétroactif pour des activités déjà entreprises par le bénéficiaire, qui ne présenterait donc pas la composante incitative nécessaire et devrait donc être considérée comme une aide au fonctionnement puisque son unique objet serait de libérer le bénéficiaire d'une charge financière,
- sur la base des informations dont la Commission dispose actuellement, les motivations fournies par les autorités italiennes ne semblent pas suffisantes pour démontrer l'existence d'un engagement juridique envers les bénéficiaires (potentiels), qui aurait pu créer (et justifier l'existence d') une attente légitime chez ces derniers, et ainsi représenter un élément incitatif suffisant pour commencer les travaux,
- les autorités italiennes soutiennent que la «loi sur la publicité des actes» a créé une attente légitime de financement car elle dispose que la publication de la décision d'approbation des demandes dans le classement vaut communication de l'administration publique aux intéressés de l'acceptation de la demande présentée. Selon la Commission, le texte de ladite loi [relative aux «nouvelles normes concernant le procédé administratif et le droit d'accès aux documents administratifs (5)»] ne contient pas d'éléments dans ce sens puisqu'elle se limite à subordonner l'affectation des fonds et subventions à la publication de la part des administrations compétentes, dans des formes précises, des critères et modalités d'octroi, sans les engager plus. La Commission conclut que les bénéficiaires potentiels n'ont reçu de la région aucune communication de l'acceptation de leur demande de financement, le seul document qu'ils auraient reçu étant l'accusé de réception de leurs projets,
- la Commission considère que ni la «loi sur la publicité» susmentionnée ni le texte de l'accusé de réception ne permettent de déterminer l'existence d'un engagement juridiquement valable de la part des autorités régionales à l'égard des bénéficiaires qui pouvait créer une attente légitime de leur part et ainsi constituer un élément incitatif suffisant pour démontrer que l'aide était nécessaire pour la réalisation du projet. L'argumentation selon laquelle, au cours des années, une «pratique» avait été adoptée de la part des autorités régionales, sur la base de laquelle les projets examinés et publiés dans la liste de classement des dossiers avaient toujours reçu le financement attendu et donc qu'une attente légitime s'était créée pour les bénéficiaires, dont les noms étaient apparus dans ladite liste, ne peut pas être acceptée. Étant donné que les producteurs de la Vénétie auraient donc décidé librement de supporter les dépenses en question en l'absence d'aide, le caractère d'indispensabilité de l'aide pour la réalisation du projet est fort douteux. L'octroi d'une aide consécutive à l'opération, visant à couvrir les frais supportés, apparaîtrait par conséquent comme l'octroi d'une simple aide au fonctionnement, incompatible avec l'article 87, paragraphe 1, du traité CE,

- la Commission a des doutes sur le fait que des aides relatives à des dépenses engagées avant la confirmation de l'acceptation de projets puissent encore être considérées comme des aides au développement de certaines activités économiques au sens de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité. Conformément à la pratique constante de la Commission, confirmée par la Cour de justice (6), une aide facilitant le développement de certaines activités économiques ou de certaines régions ne peut être considérée comme telle que pour autant que la Commission soit à même d'établir que, sans cette aide, le jeu des lois du marché ne permettrait pas d'obtenir, à lui seul, des entreprises bénéficiaires qu'elles adoptent un comportement de nature à contribuer à la réalisation de l'objectif visé. Or, dans le cas d'espèce, les entreprises ont clairement réalisé les investissements en cause sans l'aide.

TEXTE DE LA LETTRE

«Con la presente la Commissione si prega informare l'Italia che, dopo aver esaminato le informazioni fornite dalle autorità italiane in merito alla misura menzionata in oggetto, ha deciso di avviare il procedimento di cui all'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE.

I. Procedimento

1. Con lettera del 23 febbraio 2000, registrata il 28 febbraio 2000, la Rappresentanza permanente d'Italia presso l'Unione europea ha notificato alla Commissione, ai sensi dell'articolo 88, paragrafo 3, del trattato, le disposizioni dell'articolo 35 della legge regionale n. 5/2000 del Veneto, che istituisce aiuti a favore della trasformazione e della commercializzazione dei prodotti agricoli.
2. Con lettera del 12 maggio 2000, registrata il 18 maggio 2000, del 1° agosto 2000, registrata il 7 agosto, del 15 novembre 2000, registrata il 16 novembre 2000, e del 24 gennaio 2001, registrata il 30 gennaio 2001, la Rappresentanza permanente d'Italia presso l'Unione europea ha trasmesso alla Commissione i complementi d'informazione richiesti alle autorità italiane con lettere del 18 aprile 2000, 5 luglio 2000 e 21 settembre 2000, nonché nel corso della riunione bilaterale del 13 dicembre 2000.

II. Descrizione

3. L'articolo 35 della summenzionata legge regionale istituisce un aiuto di Stato finalizzato al miglioramento delle condizioni di trasformazione e di commercializzazione dei prodotti agricoli, a favore di progetti di imprese agroindustriali che hanno presentato una domanda di finanziamento ai sensi del regolamento (CE) n. 951/97 del Consiglio (7) nel corso del periodo di programmazione 1994-1999 (8), ma non sono state ammesse a beneficiare dell'aiuto pubblico per mancanza di disponibilità finanziaria, pur avendo intrapreso concretamente i lavori.

(6) Voir, en particulier, l'arrêt rendu le 17 septembre 1980 dans l'affaire C-730/79, Philip Morris contre Commission, Recueil 1980, p. 2671.

(7) GU L 142 del 2.6.1997, pag. 22.

(8) Il programma operativo per il Veneto è stato approvato con decisione 96/598/CE della Commissione del 2 ottobre 1996.

(5) Gazzetta Ufficiale, série gen. n° 192 du 18.8.1990.

4. Durante il summenzionato periodo, a seguito della pubblicazione semestrale di bandi di gara, le imprese interessate potevano presentare domande di ammissione di propri progetti al programma cofinanziato. Al termine della procedura di selezione dei progetti presentati in risposta ai bandi di gara, la graduatoria dei progetti selezionati dava comunicazione agli aspiranti beneficiari dell'ammissione al finanziamento.
5. Secondo le autorità regionali, la pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione della deliberazione di approvazione dei progetti figuranti nella summenzionata graduatoria, valeva, a norma della legge sulla pubblicità degli atti, quale comunicazione della pubblica amministrazione agli interessati dell'avvenuta accettazione della domanda di finanziamento presentata. Secondo le stesse autorità, gli investimenti potevano essere effettuati dopo la comunicazione dell'ammissibilità delle spese del progetto e, comunque, successivamente alla presentazione della domanda di finanziamento ⁽⁹⁾.
6. Era stata prevista la compilazione di graduatorie semestrali fino ad esaurimento delle disponibilità indicate nel Programma operativo Veneto. Con deliberazione della Giunta regionale 23 novembre 1999, n. 4102 (pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione del Veneto n. 112 del 28.12.1999) è stata stilata la graduatoria definitiva delle domande presentate fino al 14 luglio 1999. Le risorse disponibili sono state esaurite prima che potessero essere finanziati tutti i progetti figuranti nella graduatoria. Una serie di progetti non ha potuto essere finanziata benché con la pubblicazione fossero stati ammessi al finanziamento.
7. Di fronte a tale situazione, sono state attivate diverse fonti di finanziamento [ad esempio, le risorse provenienti dall'overbooking, i fondi agromonetari e quelli a titolo dell'articolo 29 della legge regionale 31 ottobre 1980, n. 88 ⁽¹⁰⁾], tanto che su 150 progetti ritenuti ammissibili figuranti nell'ultimo elenco ne rimangono da finanziare 36.
8. L'articolo 35 della legge 5/2000, qui all'esame, prevede il finanziamento dei summenzionati 36 progetti che non hanno potuto beneficiare dell'aiuto pubblico nel corso del periodo di programmazione 1994-1999, pur figurando sull'elenco dei progetti selezionati e pur essendo già stati avviati i lavori.
9. Secondo le informazioni disponibili, le spese già sostenute dai beneficiari, dopo la pubblicazione della graduatoria delle domande, ammonterebbero a circa 70 miliardi di ITL (35 milioni di EUR). Nella fase attuale le autorità italiane dichiarano di poter versare 5 miliardi di ITL (2,5 milioni di EUR) a titolo di aiuto pubblico, ma non escludono in futuro altri finanziamenti per gli stessi progetti.
10. Per quanto riguarda le spese in questione, le autorità italiane si sono impegnate a considerare ammissibili ai fini del contributo soltanto quelle sostenute dai beneficiari cui le competenti autorità avevano comunicato, mediante inserimento nell'elenco, l'avvenuta accettazione della domanda.
11. L'intervento regionale ha carattere straordinario e limitato nel tempo; esso riguarda iniziative che al momento della loro approvazione mediante pubblicazione nella graduatoria rispettavano i limiti settoriali e le prescrizioni del programma operativo approvato dalla Commissione, nonché della decisione 94/173/CE e del regolamento (CE) n. 951/97, normativa in base alla quale le autorità regionali hanno approvato le domande di contributo.
12. Inoltre, le autorità italiane hanno precisato che benché si tratti del periodo di programmazione 1994-1999, nella fattispecie la compatibilità dei progetti con il mercato comune verrebbe valutata applicando gli Orientamenti comunitari per gli aiuti di Stato nel settore agricolo ⁽¹¹⁾ (in appresso denominati gli orientamenti), dato che il regime di aiuti di Stato in oggetto è stato notificato dopo l'entrata in vigore degli orientamenti. In particolare, le summenzionate autorità si sono impegnate a rispettare le condizioni, i limiti e le prescrizioni di cui al punto 4.2 degli orientamenti, ossia:
- a) il tasso di aiuto non può superare il 40 % degli investimenti ammissibili;
 - b) è escluso qualsiasi aiuto a favore di imprese in difficoltà finanziaria;
 - c) ai fini dell'ammissibilità, le imprese devono rispettare i requisiti minimi in materia di ambiente, igiene e benessere degli animali, fermo restando che possono essere concessi aiuti destinati a consentire all'azienda di conformarsi a nuovi requisiti minimi in materia di ambiente, igiene o benessere degli animali;
 - d) la Regione verificherà l'esistenza di normali sbocchi di mercato per i prodotti trattati dall'impresa, acquisendo e verificando i contratti di commercializzazione di tali prodotti.

⁽⁹⁾ Ai sensi dell'articolo 11 della legge regionale 8 gennaio 1991, n. 1 [notificato alla Commissione come aiuto di Stato n. N 100/91, approvato dalla Commissione con decisione SG(91) D/7024], la realizzazione delle iniziative per le quali si chiede l'intervento pubblico a qualsiasi titolo deve essere avviata successivamente alla presentazione della domanda di contributo.

⁽¹⁰⁾ Legge che istituisce aiuti a favore delle strutture per la valorizzazione e la difesa delle produzioni agricole e zootecniche (approvato con comunicazione della Commissione n. 16065 del 17 ottobre 1980).

⁽¹¹⁾ GU C 28 dell'1.2.2000.

13. Per quanto riguarda gli elementi di cui alle lettere b), c) e d), le autorità italiane hanno comunicato che si conformeranno alle indicazioni del Piano di sviluppo rurale⁽¹²⁾. L'aiuto verrà versato sotto forma di contributo in conto capitale, in misura non superiore al 40 % della spesa ammessa debitamente verificata, e rispettando le condizioni, i limiti e le prescrizioni di cui al punto 4.2 degli orientamenti. Gli oneri derivanti dall'applicazione dell'articolo sono interamente a carico della Regione ed è vietato qualsiasi cumulo con strumenti o regimi di aiuto vigenti.

14. Non sono ammessi a beneficiare degli aiuti i progetti che contravvengono ai divieti o alle restrizioni stabilite nelle organizzazioni comuni di mercato o che riguardano la fabbricazione e la commercializzazione di prodotti di imitazione o di sostituzione del latte o dei prodotti lattiero-caseari.

III. Valutazione

15. L'articolo 87, paragrafo 1, del trattato stabilisce che sono incompatibili con il mercato comune, nella misura in cui incidano sugli scambi tra Stati membri, gli aiuti concessi dagli Stati, ovvero mediante risorse statali, sotto qualsiasi forma che, favorendo talune imprese o talune produzioni, falsino o minaccino di falsare la concorrenza. Gli aiuti previsti nell'ambito della misura in oggetto sembrano rientrare in questa definizione.

16. Gli aiuti a favore di progetti di imprese agroindustriali finalizzati al miglioramento delle condizioni di trasformazione e commercializzazione dei prodotti agricoli rientrano nel campo d'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato in quanto, grazie al regime previsto, i beneficiari ottengono il finanziamento di spese che di norma sarebbero state a loro carico, al fine di realizzare investimenti che per loro natura sono considerati investimenti a livello dell'azienda agricola, disciplinati dal punto 4.2 degli orientamenti, e quindi migliorano la loro posizione concorrenziale rispetto ad altri agricoltori dell'Unione che non beneficiano dello stesso intervento, incidendo così sugli scambi tra Stati membri.

17. Inoltre, dato che le agevolazioni riguardano investimenti nelle aziende agricole conformemente al punto 4.2 dei summenzionati orientamenti, l'aiuto previsto dalla deliberazione in oggetto può incidere sugli scambi in ragione dell'ampia gamma di prodotti e di attività interessate. In particolare, l'intervento in questione falsa la concorrenza e incide sugli scambi tra Stati membri nella misura in cui le aziende beneficiarie esportano una quota della loro produzione verso gli altri Stati membri [i dati Eurostat per il 1998 dimostrano che la Regione Veneto produce alcune derrate rilevanti quali cereali (11 % del totale della produzione italiana), vino (12 % del totale della produzione italiana), frutta (8,9 % del totale della produzione italiana)]. Analogamente, nella misura in cui non si tratti di aziende esportatrici, viene favorita la produzione nazionale dato che vengono ridotte le possibilità di imprese stabilite in altri Stati membri di esportare i loro prodotti verso il mercato italiano.

⁽¹²⁾ Approvato dalla Commissione con decisione n. C(2000) 2904 del 29 settembre 2000.

18. Il divieto di aiuti di Stato di cui all'articolo 87, paragrafo 1, è tuttavia soggetto alle deroghe di cui ai paragrafi 2 e 3. Secondo la sua prassi costante, la Commissione ritiene che, per contribuire allo sviluppo di talune attività o di talune regioni economiche ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c) del trattato, le misure di aiuto devono avere un effetto di incentivazione. Se gli investimenti sono già stati realizzati tale effetto incentivante viene a mancare e l'aiuto in questione diventa aiuto al funzionamento, incompatibile con il mercato comune e quindi vietato dal trattato.

Tale principio è ripreso ai punti 3.5 e 3.6 dei summenzionati orientamenti ai sensi dei quali per poter essere considerate compatibili con il mercato comune le misure di aiuto devono includere una componente di incentivo o esigere una contropartita da parte del beneficiario⁽¹³⁾.

19. Nella fattispecie, si tratterebbe di un aiuto concesso con effetto retroattivo per attività già intraprese dal beneficiario; esso non presenterebbe quindi la necessaria componente di incentivo e andrebbe pertanto considerato come aiuto al funzionamento, poiché l'unico suo scopo è di sollevare il beneficiario da un onere finanziario.

20. Il progetto di legge notificato sembrerebbe pertanto rientrare nel campo d'applicazione dei punti suesposti. Infatti, sulla base delle informazioni attualmente a disposizione della Commissione, le motivazioni fornite dalle autorità italiane non sembrano sufficienti per dimostrare l'esistenza di un impegno giuridico nei confronti degli (aspiranti) beneficiari, che avrebbe potuto determinare (e giustificare l'esistenza di) un'attesa legittima da parte di questi ultimi, e quindi costituire una componente di incentivo sufficiente per l'avvio dei lavori.

21. Nella fattispecie, le autorità italiane sostengono che la «legge sulla pubblicità degli atti» ha creato un'attesa legittima di finanziamento in quanto stabilisce che la pubblicazione della deliberazione che stila la graduatoria delle domande vale comunicazione della pubblica amministrazione agli interessati dell'avvenuta accettazione della domanda. Secondo la Commissione, il testo della summenzionata legge («Nuove norme in materia di procedimento amministrativo e di diritto di accesso ai documenti amministrativi»⁽¹⁴⁾) non contiene elementi in tal senso in quanto si limita a subordinare la concessione di contributi e sovvenzioni alla pubblicazione da parte delle amministrazioni competenti, nelle forme previste, dei criteri e delle modalità di assegnazione, senza impegnarle ulteriormente.

⁽¹³⁾ Cfr. in particolare le pratiche C1/98 (ex N 750/B/95), relativa al regime di aiuti di Stato istituito dall'Italia a favore della produzione, della trasformazione e della commercializzazione di prodotti di cui all'allegato I del trattato CE (legge 27 settembre 1995, n. 68 della Regione siciliana); C 36/98, relativa al regime di aiuti che l'Italia prevede di attuare a favore delle piccole e medie imprese che operano nelle regioni dell'obiettivo 1; C 70/98, relativa al regime di aiuti notificato dall'Italia (Regione Marche) concernente modifiche al Documento unico di programmazione per il 1994-1999 degli interventi dei Fondi strutturali comunitari per le regioni dell'obiettivo 5b.

⁽¹⁴⁾ GU Repubblica italiana n. 192 del 18.8.1990.

22. Per quanto riguarda l'esistenza di un documento delle autorità regionali che comunica agli interessati l'avvenuta accettazione della loro domanda di finanziamento prima della realizzazione dell'investimento, le summenzionate autorità si sono limitate a fornire copia di una lettera (datata 1° aprile 1999) con cui l'amministrazione veneta informa un aspirante beneficiario che la sua domanda è stata assegnata ad un determinato ufficio (quello per gli interventi strutturali nell'Agroindustria), per l'istruttoria tecnico-amministrativa di competenza. Alla Commissione risulta che gli aspiranti beneficiari non hanno ricevuto dalla Regione alcuna comunicazione dell'avvenuta accettazione della domanda di finanziamento, bensì una semplice ricevuta dell'avvenuta presentazione dei loro progetti.
23. In base alle informazioni suesposte, la Commissione ritiene che né la summenzionata «legge sulla pubblicità» né il contenuto della lettera in questione consentano di stabilire l'esistenza di un impegno giuridicamente vincolante da parte delle autorità regionali nei confronti dei beneficiari che potesse determinare legittime aspettative da parte loro e quindi costituire una componente di incentivo sufficiente a dimostrare la necessità del contributo ai fini della realizzazione del progetto. L'argomento secondo cui nel corso degli anni le autorità regionali avrebbero adottato una «prassi» in base alla quale i progetti esaminati e figuranti nella graduatoria pubblicata avevano sempre ottenuto il finanziamento richiesto e quindi si era creata un'attesa legittima nei soggetti inclusi nella summenzionata graduatoria, non può essere accettata. Dato che i produttori veneti avrebbero quindi deciso liberamente di sostenere le spese in questione in mancanza di contributo, è molto dubbio il presupposto che l'aiuto fosse indispensabile per la realizzazione del progetto. La concessione di un aiuto successivo all'operazione, a copertura della spesa sostenute, si configurerebbe pertanto come mero aiuto al funzionamento, incompatibile con l'articolo 87, paragrafo 1, del trattato CE.
24. L'assenza di impegno giuridico comporterebbe la mancanza di attesa legittima nei soggetti che hanno presentato domanda accolta favorevolmente nel periodo 1994-1999. L'inesistenza di siffatta componente di incentivo è confermata dalle seguenti considerazioni: in mancanza di finanziamento effettivo da parte delle autorità competenti, gli aspiranti beneficiari non hanno preso iniziative per far valere i loro diritti, che la Regione considera acquisiti, in particolare appellandosi al diritto amministrativo nazionale. Secondo la Commissione non sono stati presentati ricorsi in quanto, in mancanza di impegni giuridicamente vincolanti da parte della autorità regionali, gli aspiranti beneficiari verosimilmente non avevano il diritto di richiedere il versamento dei contributi in questione.
25. La Commissione nutre dubbi sul fatto che aiuti per spese sostenute prima della conferma dell'avvenuta accettazione dei progetti possano ancora essere considerati aiuti allo sviluppo di talune attività economiche ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato. Conformemente alla prassi costante della Commissione, confermata dalla Corte di giustizia⁽¹⁵⁾, un aiuto può essere considerato come destinato ad agevolare lo sviluppo di talune attività o di talune regioni economiche soltanto se la Commissione è in grado di accertare che, senza tale aiuto, il gioco delle leggi del mercato non consentirebbe, da solo, di ottenere dalle imprese beneficiarie che esse adottino un comportamento tale da contribuire alla realizzazione dell'obiettivo previsto. Nella fattispecie, le aziende hanno chiaramente effettuato gli investimenti in questione senza l'aiuto.
26. Un altro punto che solleva dubbi in merito all'esistenza di una componente di incentivo riguarda l'elaborazione delle graduatorie. La deliberazione della Giunta regionale 14 settembre 1993, n. 4202 concernente i criteri di priorità per le attività di programmazione e i termini di presentazione delle domande, stabilisce che le domande devono essere presentate alla Giunta regionale entro il 31 gennaio e il 30 settembre di ogni anno. Verrebbe in seguito stabilita la graduatoria delle domande presentate, mentre sarebbe notificato agli interessati il mancato accoglimento delle domande che non posseggono i requisiti previsti. Se il meccanismo dovesse essere interpretato in questo senso si potrebbe concludere che l'elaborazione di una graduatoria semestrale avrebbe potuto consentire alle autorità regionali di effettuare un calcolo esatto e periodicamente aggiornato delle risorse ancora disponibili, il che avrebbe consentito di evitare la pubblicazione di nuovi bandi ed evitare di acquisire nuove domande, che non sarebbe stato possibile accogliere favorevolmente date le insufficienti risorse disponibili.
27. Gli elementi suesposti inducono la Commissione a formulare le seguenti considerazioni in merito allo stanziamento previsto per finanziare gli aiuti in questione e l'importo esatto di questi ultimi: dato che le attuali disponibilità finanziarie della Regione (5 miliardi di ITL = 2,5 milioni di EUR) bastano per finanziare soltanto una quota ridotta delle spese già sostenute dai beneficiari (circa 70 miliardi di ITL = 35 milioni di EUR), non sono chiari i motivi per cui le autorità italiane hanno specificato che il contributo in conto capitale non supererà la spesa ammissibile accettata, dato che in base agli elementi suesposti l'intensità dell'aiuto risulta inferiore al 10 %⁽¹⁶⁾. Il fatto che per le autorità italiane un tasso di aiuto così modesto risulti sufficiente a garantire l'effetto di incentivazione, mentre nell'ambito del Piano operativo regionale 1994-1999 è stato ritenuto necessario per lo stesso tipo di progetti un tasso di aiuto nettamente superiore⁽¹⁷⁾, costituisce un'indicazione supplementare della mancanza di effetto di incentivazione dei progetti che si intende sovvenzionare.

⁽¹⁵⁾ Cfr. in particolare la sentenza del 17 settembre 1980 nella causa C-730/79 Philip Morris contro Commissione, Raccolta 1980, pag. 2671.

⁽¹⁶⁾ Il montante di 5 miliardi di lire a disposizione della regione rappresenta meno del 10 % del totale degli investimenti realizzati dai beneficiari (70 miliardi di ITL).

⁽¹⁷⁾ Il regolamento (CE) n. 951/97 del 20 maggio 1992 relativo al miglioramento delle condizioni di trasformazione e di commercializzazione dei prodotti agricoli autorizzava un tasso di aiuto fino al 55 % per investimenti realizzati al di fuori delle regioni dell'obiettivo 1.

28. A ciò si aggiunga che, gli ultimi complementi di informazione (registrati il 30 gennaio 2001) forniscono dati non corrispondenti a quelli trasmessi in precedenza:

— innanzitutto, nella graduatoria generale figurerebbero 134 progetti considerati ammissibili al finanziamento, e non 150; tra questi, ne rimarrebbero da finanziare 36,

— Inoltre, vi sono contraddizioni in merito all'importo esatto degli investimenti effettuati dai beneficiari: secondo le ultime cifre si tratterebbe di 120 081 000 000 di ITL e non di 70 000 000 000 di ITL, come comunicato precedentemente.

29. Rimane da chiarire un altro aspetto relativo alla frequenza dell'intervento: le autorità italiane avevano inizialmente dichiarato che l'intervento aveva carattere straordinario e limitato nel tempo (cfr. paragrafo 11). Ciò è contraddetto da altre dichiarazioni delle stesse autorità (cfr. paragrafo 9) in merito alla possibilità di futuri finanziamenti per gli stessi progetti. Infatti, nella notifica iniziale si dichiara che «se, dopo il supplemento di istruttoria delle istanze, risultassero necessari fondi ulteriori, essi saranno comunque nei limiti strettamente necessari per esaurire le domande giacenti del precedente periodo di programma 1994-1999». A tal fine, le summenzionate autorità regionali si sono impegnate a notificare i casi cui non si applicasse la regola del 20 % di cui alla comunicazione della Commissione n. 54/94/D 24823 (del 22 febbraio 1994). Tale possibilità di altre fonti di finanziamento, e le eventuali modalità di pagamento, non sono mai state oggetto di complementi di informazione da parte delle summenzionate autorità e sembrano contraddire le informazioni in merito al carattere una tantum della misura notificata.

30. Infine, le autorità italiane hanno affermato che i progetti oggetto di domande di contributo presentate e accettate

nel corso del periodo di programmazione 1994-1999, ma i cui lavori non sono ancora stati avviati verranno finanziati a titolo del nuovo Piano di sviluppo rurale 2000-2006, previo esame di compatibilità rispetto alla nuova disciplina comunitaria nel settore agricolo. Tale affermazione risulta tuttavia difficilmente conciliabile con i dati relativi alla graduatoria generale definitiva, ossia le istanze ammesse al finanziamento, di cui agli ultimi complementi d'informazione (registrati il 30 gennaio 2001). Dei complessivi 134 progetti ammessi, 20 erano stati finanziati con i fondi agromonetari, 10 a titolo dell'overbooking, 54 dalla legge regionale 88/80, 4 ai sensi del decreto legge n. 173/98 e 10 erano stati annullati. In base a queste ultime informazioni, rimangono da finanziare soltanto 36 progetti: anche se potesse essere previsto un finanziamento a titolo del nuovo piano di sviluppo rurale 2000-2006, non risulta tuttavia chiaro a quali «domande giacenti del precedente periodo di programmazione» facciano riferimento le autorità italiane.

31. La Commissione si riserva di esaminare la questione dell'utilizzazione degli aiuti agromonetari e di quelli provenienti dall'overbooking: il ricorso a tali fonti di finanziamento potrebbe configurarsi come utilizzazione abusiva delle decisioni di autorizzazione degli aiuti, o addirittura potrebbe non essere stato notificato alla Commissione.

IV. Conclusione

Tenuto conto di quanto precede, la Commissione invita l'Italia a presentare, nell'ambito del procedimento di cui all'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE, le proprie osservazioni e a fornire tutte le informazioni utili ai fini della valutazione dell'aiuto, entro un mese dalla data di ricezione della presente. La Commissione invita inoltre le autorità italiane a trasmettere senza indugio copia della presente lettera al beneficiario potenziale dell'aiuto.»

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(2001/C 140/03)

Date d'adoption de la décision: 9.4.2001

État membre: Belgique

Numéro de l'aide: N 143/01

Titre: Financement des mesures prises à l'encontre de l'encéphalopathie spongiforme bovine

Objectif: Dédommager les établissements touchés par l'interdiction européenne de commercialisation des protéines animales

Base juridique:

- Arrêté ministériel fixant les dédommagements des établissements touchés par l'interdiction de commercialisation des protéines animales transformées
- Ministerieel besluit tot vaststelling van tegemoetkomingen aan bedrijven getroffen door het verbod op het verhandelen van verwerkte dierlijke eiwitten

Budget: 210 millions de francs belges (5,2 millions d'euros)

Intensité ou montant de l'aide: Au maximum 100 %

Durée: Durée des stocks

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 3.4.2001

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: N 155/01

Titre: Aide agromonétaire — secteur ovin (deuxième tranche)

Objectif: Compenser les pertes de revenu subies par les producteurs à cause de la réévaluation de la livre sterling en 1999

Base juridique: Décision ministérielle; règlement (CE) n° 2799/98 du Conseil et règlements (CE) n° 2808/98, (CE) n° 341/2000 et (CE) n° 801/2000 de la Commission

Budget: 23,41 millions d'euros

Intensité ou montant de l'aide:

Par brebis à viande:

Prime annuelle pour les ovins: 0,649243 livre sterling (1,036589 euro)

Supplément «zones défavorisées»: 0,178648 livre sterling (0,285231 euro)

Par brebis laitière:

Prime annuelle pour les ovins: 0,519394 livre sterling (0,829271 euro)

Supplément «zones défavorisées»: 0,160782 livre sterling (0,256706 euro)

Durée: Aide unique

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 3.4.2001

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: N 156/01

Titre: Aide agromonétaire — deuxième tranche de la compensation «prix» de 1999 pour le lait

Objectif: Compenser les pertes de revenu des producteurs causées par la réévaluation de la livre sterling en 1999

Base juridique: Décision ministérielle; règlement (CE) n° 2799/98 du Conseil et règlements (CE) n° 2808/98 et (CE) n° 802/2000 de la Commission

Budget: 14 736 434 livres sterling (22 353 332 euros)

Intensité ou montant de l'aide: 0,001041 livre sterling (0,002139 euro) par litre de quota

Durée: Aide unique

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 3.4.2001

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: N 157/A/01

Titre: Aide agromonétaire — première tranche de la compensation «prix» de 2001 dans le secteur laitier

Objectif: Compenser les pertes de revenu des producteurs causées par la réévaluation de la livre sterling en 2000

Base juridique: Décision ministérielle; règlement (CE) n° 2799/98 du Conseil et règlements (CE) n° 2808/98 et (CE) 654/2001 de la Commission

Budget: 63 728 722 livres sterling (104 570 000 euros)

Intensité ou montant de l'aide: 0,004494 livre sterling (0,007374 euro) par litre de quota

Durée: Aide unique

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 3.4.2001

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: N 157/B/01

Titre: Aide agromonétaire — secteur bovin (compensation «prix» — première tranche)

Objectif: Compenser les pertes de revenu subies par les producteurs à cause des fluctuations monétaires de 2000

Base juridique: Décision ministérielle; règlement (CE) n° 2799/98 du Conseil et règlements (CE) n° 2808/98 et (CE) n° 654/2001 de la Commission

Budget: 33 037 524 livres sterling (54 209 998 euros)

Intensité ou montant de l'aide:

Pour la prime à la vache allaitante:

6,778529 livres sterling (11,122626 euros)

Pour la prime complémentaire à la vache allaitante:

1,173072 livres sterling (1,924848 euros)

Pour la prime spéciale pour les bovins mâles:

7,577569 livres sterling (12,433740 euros) pour les taureaux

5,774859 livres sterling (9,475743 euros) pour les bouvillons

Pour la prime d'extensification:

1,628943 livres sterling (2,672870 euros) pour le 1^{er} niveau

3,257646 livres sterling (5,345345 euros) pour le 2^e niveau

Durée: Aide unique

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Supplément «zones défavorisées»: 0,074037 livre sterling (0,120583 euro)

Par brebis à viande:

Prime annuelle pour les ovins: 0,137068 livre sterling (0,223241 euro)

Supplément «zones défavorisées»: 0,066633 livre sterling (0,108524 euro)

Durée: Aide unique

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 9.4.2001

État membre: Espagne

Numéro de l'aide: N 3/01

Titre: Aides aux exploitants agricoles

Objectif: Réalisation d'investissements dans des exploitations agricoles sous la forme d'acquisition de terres

Base juridique: Real Decreto Ley 204/1996 sobre mejoras estructurales y modernización de las explotaciones agrarias

Budget: Non précisé

Intensité ou montant de l'aide: 40 % (50 % dans des zones défavorisées)

Durée: Indéterminée

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 3.4.2001

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: N 158/A/01

Titre: Aide agromonétaire — secteur ovin (aides directes — première tranche)

Objectif: Compenser les pertes de revenu subies par les producteurs à cause des fluctuations monétaires de 2000

Base juridique: Décision ministérielle; règlement (CE) n° 2799/98 du Conseil et règlements (CE) n° 2808/98 et (CE) n° 653/2001 de la Commission

Budget: 4 952 523 livres sterling (8 066 129 euros)

Intensité ou montant de l'aide:

Par brebis à viande:

Prime annuelle pour les ovins: 0,208835 livre sterling (0,340128 euro)

Date d'adoption de la décision: 3.4.2001

État membre: Royaume-Uni

Numéro de l'aide: NN 24/01

Titre: Régime d'aide en faveur des réductions de capacité

Objectif: Encourager l'abandon de capacités dans le secteur de l'élevage porcin

Base juridique: Régime non prescrit par une base légale

Budget: Environ 5 millions de livres sterling

Durée: Ouverture aux candidatures du 12.3.2001 au 20.4.2001; achèvement de tout le travail au 31.12.2001

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 9.4.2001

État membre: Italie (Province de Mantoue — Lombardie)

Numéro de l'aide: N 129/01

Titre: Activités d'information et d'assistance technique pour la collecte et l'élimination des déchets

Objectif: Sensibiliser les agriculteurs sur les comportements plus corrects à suivre pour l'élimination de déchets dangereux

Base juridique: DGR 14 febbraio 2000 — N. 6/48177 — Determinazioni in merito alle modalità tecniche e procedurali

per la corretta gestione dei contenitori vuoti di prodotti fitosanitari utilizzati in agricoltura

Budget: 30 000 000 de lires italiennes (15 143 euros)

Intensité ou montant de l'aide: 100 %

Durée: Un an

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Notification préalable d'une opération de concentration

(Affaire COMP/M.2421— Continental/Temic)

(2001/C 140/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 3 mai 2001, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise UMG-Beteiligungs-GmbH, contrôlée par Continental AG («Continental»), acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle des entreprises Temic Telefunken Microelectronic GmbH («Temic»), Temic Automotive of North America Inc. («Temic Inc.») et Temic Mexico SA de CV («Temic SA»), par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

— Continental: pneus, freins et pièces détachées pour automobiles,

— Temic, Temic Inc. et Temic SA: pièces électroniques pour l'industrie automobile.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.2421 — Continental/Temic, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B — Task-force «Concentrations»
Rue Joseph II 70
B-1000 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).
⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

Non-opposition à une concentration notifiée**[Affaire COMP/M.2350 — Campbell/ECBB (Unilever)]**

(2001/C 140/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 2 avril 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2350. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2277 — Degussa/Laporte)**

(2001/C 140/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 12 mars 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2277. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2335 — Michel Mineralölhandel/Thyssen-Elf Oil)**

(2001/C 140/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 28 février 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2335. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2360 — SGS/R & S/Freeglass JV)**

(2001/C 140/08)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 6 avril 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2360. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2414 — Vattenfall/HEW)**

(2001/C 140/09)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 2 mai 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2414. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

III

(Informations)

COMMISSION

MEDIA Plus (2001-2005)

Mise en œuvre du programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes

Appel à propositions 21/01

Soutien à la distribution transnationale des films européens et à la mise en réseau des distributeurs européens

Système de soutien «sélectif»

(2001/C 140/10)

1. Introduction

Le présent appel à propositions est fondé sur la décision 2000/821/CE du Conseil du 20 décembre 2000 portant sur la mise en œuvre d'un programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes (MEDIA Plus — Développement, distribution et promotion — 2001-2005) et publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* L 13 du 17 janvier 2001, p. 35.

Parmi les actions de ladite décision à mettre en application figure le soutien à la distribution transnationale de films cinématographiques européens.

2. Objet

Le présent appel s'adresse aux sociétés de distribution cinématographiques européennes dont les activités contribuent aux objectifs précités. Il indique comment se procurer les documents nécessaires pour soumettre une proposition en vue de l'obtention d'une contribution financière communautaire.

Le service de la Commission chargé de la gestion du présent appel à propositions est l'unité «Soutien au contenu audiovisuel» de la direction générale EAC, «Éducation et culture».

Les sociétés européennes qui souhaitent répondre à cet appel à propositions et recevoir le document «Lignes directrices pour soumettre une proposition en vue d'obtenir une contribution financière dans le secteur de la distribution — Soutien à la distribution transnationale des films européens et à la mise en réseau des distributeurs européens — Système de soutien «sélectif» doivent adresser leur demande par courrier ou par télécopieur à:

Commission européenne
M. Jacques Delmoly, chef d'unité
DG EAC/C3, B100 4/20
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
télécopieur (32-2) 299 92 14.

La Commission s'engage à envoyer le document cité dans les deux jours suivant la réception de la demande.

Les dates limites de dépôt des propositions à l'adresse susmentionnée sont les suivantes:

- 6 juillet 2001,
- 1^{er} décembre 2001,
- 15 mars 2002,
- 19 juillet 2002,
- 1^{er} décembre 2002.

MEDIA Plus (2001-2005)**Mise en œuvre du programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes****Appel à propositions 22/01****Soutien à la distribution transnationale des films européens****Système de soutien «automatique»**

(2001/C 140/11)

1. Introduction

Le présent appel à propositions est fondé sur la décision 2000/821/CE du Conseil du 20 décembre 2000 portant sur la mise en œuvre d'un programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes (MEDIA Plus — Développement, distribution et promotion — 2001-2005) et publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* L 13 du 17 janvier 2001, p. 35.

Parmi les actions de ladite décision à mettre en application figure le soutien à la distribution transnationale de films cinématographiques européens.

2. Objet

Le présent appel s'adresse aux sociétés de distribution cinématographiques européennes dont les activités contribuent aux objectifs précités. Il indique comment se procurer les documents nécessaires pour soumettre une proposition en vue de l'obtention d'une contribution financière communautaire.

Le service de la Commission chargé de la gestion du présent appel à propositions est l'unité «Soutien au contenu audiovisuel» de la direction générale EAC, «Éducation et culture».

Les sociétés européennes qui souhaitent répondre à cet appel à propositions et recevoir le document «Lignes directrices pour soumettre une proposition en vue d'obtenir une contribution financière dans le secteur de la distribution — Soutien à la distribution transnationale des films européens — Système de soutien «automatique»» doivent adresser leur demande par courrier ou par télécopie à:

Commission européenne
M. Jacques Delmoly, chef d'unité
DG EAC/C3, B100 4/20
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
télécopieur (32-2) 299 92 14.

La Commission s'engage à envoyer le document cité dans les deux jours suivant la réception de la demande.

La date limite de dépôt des propositions à l'adresse susmentionnée est le **15 juin 2001**.

MEDIA Plus**Développement, distribution et promotion (2001-2005)****Mise en œuvre d'un programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes****Appel à propositions 15/2001****Soutien à la promotion et à l'accès au marché**

(2001/C 140/12)

1. Introduction

Le présent appel à propositions est fondé sur la décision 2000/821/CE du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme d'encouragement au développement, à la distribution et à la promotion des œuvres audiovisuelles européennes (MEDIA Plus — Développement, distribution et promotion — 2001-2005), adoptée par le Conseil le 20 décembre 2000.

Parmi les actions à mettre en application suivant ladite décision figurent:

— dans le domaine *de la promotion et de l'accès aux marchés professionnels*:

- a) améliorer les conditions d'accès des professionnels aux manifestations commerciales et aux marchés audiovisuels professionnels, en Europe et en dehors de l'Europe, à travers des actions spécifiques d'assistance technique et financière;
- b) favoriser la mise en place d'une banque de données et/ou d'un réseau de banques de données relatives aux catalogues de programmes européens destinés aux professionnels;
- c) favoriser, chaque fois que cela est possible, le soutien à la promotion des œuvres cinématographiques à partir de la phase de production de l'œuvre en question,

— dans le domaine *des activités promotionnelles en faveur de la création européenne*:

favoriser la mise en place par les professionnels, en étroite collaboration avec les États membres, d'activités promotionnelles destinées au grand public en faveur de la création cinématographique et audiovisuelle européenne.

2. Objet

Le présent appel s'adresse aux organismes et opérateurs européens dont les actions contribuent aux actions précitées.

Il indique comment se procurer les documents nécessaires pour soumettre une proposition en vue de l'obtention d'une contribution financière communautaire.

Le service de la Commission chargé de la gestion de cet appel à propositions est l'unité «Soutien au contenu audiovisuel» de la direction générale de l'Éducation et de la Culture.

Les organismes et opérateurs qui souhaitent répondre à cet appel à propositions et recevoir le document «Lignes directrices pour soumettre une proposition en vue d'obtenir une contribution financière dans le cadre des actions "promotion"» doivent adresser leur demande par courrier ou par télécopieur à:

Commission européenne
Jacques Delmoly
(B100 4/20)
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 299 92 14.

La Commission s'engage à envoyer le document précité dans les deux jours ouvrables suivant la réception de la demande.

Les dates limites pour le dépôt des propositions sont:

- le 15 juin 2001 pour les actions organisées entre le 1^{er} juillet 2001 et le 31 août 2001,
- le 2 juillet 2001 pour les actions organisées entre le 1^{er} septembre 2001 et le 31 décembre 2001,
- le 3 septembre 2001 pour les actions organisées entre le 1^{er} janvier 2002 et le 30 juin 2002.

Appel à propositions dans le domaine de la coopération communautaire pour l'action concernant les informations au public (comprenant le nombre 1-1-2)

(2001/C 140/13)

- I.1. Le présent appel vise à identifier des actions susceptibles de bénéficier d'un soutien financier de la Commission européenne, direction générale de l'environnement. Ce soutien prendrait la forme d'une subvention de cofinancement.
- I.2. À titre indicatif, la DG «Environnement» entend consacrer un montant de l'ordre de 500 000 euros.
- I.3. Les domaines concernés, la nature et le contenu des actions (ainsi que les conditions d'octroi et les formulaires de candidature) sont définis dans la documentation relative à l'appel. Cette documentation peut être consultée sur le site Internet Europa à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/environment/funding/intro_en.htm

ou communiquée gratuitement aux intéressés sur demande écrite adressée à:

Commission européenne
Direction générale de l'environnement
à l'attention de M. F. Guendouz
DG ENV.B, Cellule financière, BU-9 04/195
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 295 38 92].

La consultation du site est toutefois vivement conseillée.

II. Procédure de soumission et d'instruction des demandes, calendrier

L'appel est ouvert jusqu'au 15 juillet 2001.

La totalité des documents requis pour une proposition devra être envoyée en trois exemplaires présentés sur support papier, format A4, à l'adresse indiquée au point I.3.

Ces documents (proposition complète) devront parvenir par la poste et obligatoirement sous pli recommandé ou remis par service de messagerie privée. La date de remise de l'offre est attestée par le cachet de la poste ou par la date de collecte par le service de messagerie. Ne seront acceptés ni télécopie, ni envoi électronique, ni dossier incomplet ou envoyé en plusieurs parties.

La proposition doit rester valable jusqu'au 31 décembre 2002.

La procédure d'instruction d'une proposition est la suivante:

- réception, enregistrement et accusé de réception de la Commission,
- examen par les services de la Commission,
- élaboration de la décision finale et communication du résultat au proposant.

La sélection des bénéficiaires se fera sur la base des critères repris dans la documentation relative au présent appel à propositions et dans la limite des disponibilités budgétaires.

L'ensemble de la procédure est strictement confidentiel. En cas d'approbation par la Commission, un contrat (libellé en euros) sera conclu entre la Commission et le proposant.

La décision prise par la Commission ne peut pas faire l'objet d'un recours ultérieur.